
DELIBERATION n° 2021/ 10

Relative à l'avis sur le projet de révision des zones vulnérables sur le bassin Loire-Bretagne

Le Bureau de la Chambre régionale d'agriculture d'Auvergne-Rhône-Alpes, réuni en séance le 28 juin 2021 à Feurs (42), sous la présidence de M. Gilbert GUIGNAND,

Statuant conformément aux textes réglementaires en vigueur,

Préambule,

Les Préfets coordonnateurs des bassins Loire Bretagne et Rhône-Méditerranée ont engagé la révision des zones vulnérables aux nitrates d'origine agricole suite à la septième campagne de surveillance.

La révision engagée en 2020 consiste en une remise à plat du zonage sur la base des données les plus récentes de la campagne de surveillance 2018-2019 et des critères de classement définis par arrêté ministériel en mars 2015.

Conformément à l'article R. 211-77 du code de l'environnement, le projet de classement a fait l'objet d'une concertation au niveau des bassins, des régions et des départements concernés pendant l'automne-hiver 2020, avec les organisations professionnelles agricoles, des représentants des usagers de l'eau, des communes et de leurs groupements, des personnes publiques ou privées qui concourent à la distribution de l'eau, des associations agréées de la protection de l'environnement intervenant en matière d'eau et des associations de consommateurs.

L'étape suivante est la consultation des instances à l'échelle du bassin. Conformément à l'article R.211-77, les Préfets coordonnateurs de bassin soumettent simultanément à la consultation le projet de zonage aux Conseils régionaux, **aux Chambres régionales d'agriculture**, aux Agences de l'eau et aux Commissions régionales de l'économie agricole et du monde rural et le transmettent également pour avis aux Comités de bassin.

Aussi, le Bureau de la Chambre régionale d'agriculture Auvergne-Rhône-Alpes

Vu la Directive européenne n°1991/676/CE du 12 décembre 1991,

Vu les articles R. 211-75 à R. 211-77 du Code de l'environnement relatifs aux modalités de désignation et de délimitation des zones vulnérables,

Considérant le projet de révision des zones vulnérables transmis pour avis par le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, coordonnateur du bassin Loire-Bretagne,

Se félicite

- Que des arguments des Chambres d'agriculture ont été retenus par les services de l'Etat lors de la phase de concertation ;
- Que ces arguments ont permis d'exclure du projet de zonage Zones Vulnérables du bassin Loire-Bretagne plus de 50% des communes de la région Auvergne-Rhône-Alpes entre le projet soumis à concertation et celui soumis à consultation ;

Rappelle

- Que le contexte économique actuel, impactant l'ensemble des filières agricoles de notre région, ne permet pas aux agriculteurs, et notamment aux éleveurs, de faire face à des investissements non-productifs ;
- Que les agriculteurs ont engagé depuis de nombreuses années des investissements notoires et des modifications de leurs pratiques afin de préserver la qualité de l'eau : mise aux normes des élevages, réalisation de plans de fumure, implantation de bandes enherbées le long des cours d'eau, implantation de cultures dérobées ou de piège à nitrates, etc. ;
- Que les agriculteurs n'hésitent pas à s'engager volontairement dans de multiples opérations territoriales visant à garantir la qualité des eaux souterraines et superficielles : opérations captage, MAEC, contrats de rivière, etc. ;

Déplore un manque de représentativité des mesures dû :

- A l'absence d'un nombre suffisant d'analyses pour une partie des points de mesure, couplée à l'utilisation de la méthode du percentile 90, fixée dans l'arrêté du 5 mars 2015 ;
- Aux points de prélèvements définis pour la 7^{ème} campagne de mesure parfois inadaptés aux masses d'eau associées ;

Demande

- La prise en compte des arguments joints en annexe pour le non classement des masses d'eau concernées ;
- Que l'administration s'engage à effectuer au moins 10 mesures sur chacun des points de prélèvements pour pouvoir appliquer la méthode du P90 ;
- Que les Chambres d'agriculture soient associées à la définition des points de prélèvements pour la prochaine campagne de mesures et informées en temps réel des dépassements de seuils pour mieux les comprendre et les interpréter ;

S'inquiète vivement

- De l'impact de ce nouveau zonage sur les exploitations agricoles de notre région, considérant en l'état actuel du projet, une augmentation sensible du nombre de communes proposées au classement ;
- Du risque avéré de disparition de l'élevage sur les nouvelles zones concernées, compte-tenu d'un Programme d'Actions actuellement inadapté aux secteurs extensifs et dans un contexte de crise structurelle doublée de l'impact des trois dernières sécheresses, ce qui

rend les investissements exigés pour la mise aux normes impossibles à réaliser, notamment pour les capacités de stockage des effluents d'élevage, et en l'absence de financements supplémentaires ;

- Du délai accordé pour la mise aux normes des exploitations, avec la sortie du nouveau zonage à l'été et une application du PAN et du PAR actuels dès le 1^{er} septembre 2021 sur les nouvelles communes classées, en prenant en considération le nombre conséquent de communes susceptibles d'être ajoutées au classement et les obligations lourdes notamment en matière de gestion des couverts végétaux ;

Souhaite qu'un délai supplémentaire soit accordé pour une mise aux normes des exploitations et que l'entrée en vigueur des programmes d'actions sur les nouvelles zones vulnérables soit décalée au 1^{er} septembre 2022;

En conséquence, la Chambre régionale d'agriculture Auvergne-Rhône-Alpes émet un avis DÉFAVORABLE sur le projet de révision des zones vulnérables sur le bassin Loire-Bretagne.

L'annexe jointe à la délibération précise l'ensemble des points techniques qui font partie intégrante de l'avis que la Chambre d'agriculture Auvergne-Rhône-Alpes formule.

Fait à Feurs, le 28 juin 2021

Le PRESIDENT



Gilbert GUIGNAND